Ebisu
Études japonaises

58 | 2021
2011-2021 : crises, ruptures et nouvelles dynamiques.
Dix ans après la triple catastrophe du 11 mars

Introduction. Trois désastres et une catastrophe, les sciences sociales face aux crises du 11 mars 2011

Anne Gonon et Rémi Scoccimarro

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ebisu/5582>
DOI : 10.4000/ebisu.5582
ISSN : 2189-1893

Éditeur

Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise (UMIFRE 19 MEAE-CNRS)

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2021
Pagination : 7-19
ISSN : 1340-3656

Référence électronique

Anne Gonon et Rémi Scoccimarro, « Introduction. Trois désastres et une catastrophe, les sciences sociales face aux crises du 11 mars 2011 », *Ebisu* [En ligne], 58 | 2021, mis en ligne le 01 novembre 2021, consulté le 13 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/5582> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ebisu.5582>

Dossier

2011-2021 : crises, ruptures
et nouvelles dynamiques

Dix ans après la triple catastrophe du 11 mars

Introduction

Trois désastres et une catastrophe, les sciences sociales face aux crises du 11 mars 2011

Dix années se sont écoulées depuis la série de catastrophes survenue l'après-midi du 11 mars 2011, dans le Nord-Est du Japon¹. Ce que l'on nomme, en France, rapidement « catastrophe de Fukushima », ou simplement « Fukushima ». Ce toponyme est devenu sensationnel, mais il est réducteur. Il contribue à voiler l'essentiel de ce qui est arrivé le 11 mars, du Nord des côtes du Sanriku au Sud du département² de Fukushima, à savoir la

1. Dans ce dossier, nous avons privilégié l'expression « catastrophe du 11 mars », mais les auteurs ont aussi naturellement repris la dénomination japonaise « Higashi Nihon daishinsai » 東日本大震災, qui renvoie au séisme et au tsunami, et pas uniquement à l'accident nucléaire de la centrale Fukushima Daiichi. On retrouvera ces appellations, utilisées et traduites du japonais, en fonction du contexte, dans les articles de ce numéro.

2. Rappelons pourquoi il s'agit bien de départements et non de « préfectures ». Tout d'abord, « département » est la traduction officielle japonaise et française (MEAE) pour les 47 *todōfuken* 都道府県. Ceux-ci, dont l'appellation a changé plusieurs fois depuis les années 1870, étaient effectivement, de 1871 à 1946, des préfectures, constituées sur le modèle napoléonien du maillage du territoire, avec pour chacune un préfet nommé par le gouvernement central. La situation change radicalement avec la constitution de 1946. L'occupant américain veut déconcentrer le pouvoir japonais et les *todōfuken* se voient dotés, chacun, d'une assemblée locale élue sur scrutin de liste, mais surtout d'un gouverneur *chiji* 知事 élu au suffrage universel direct. Cela lui confère un pouvoir et une légitimité que l'on ne retrouve à aucun autre échelon politique au Japon. Les départements jouissent de plus d'une large autonomie en matière d'aménagement du territoire, de politique sanitaire, éducative, de police, etc. On comprend difficilement certains aspects

destruction d'un littoral équivalent à celui de la Bretagne, avec 561 km² de terres inondées, 300 000 habitations détruites³ dans 64 des 1 724 communes que compte l'Archipel, concernant directement près d'un million de personnes, exposées au séisme et au tsunami (fig. 01). Cette catastrophe a causé, instantanément, 18 425 morts et disparus dont 93 % ont été noyés et 4,4 % ensevelis⁴, ainsi que 6 152 blessés graves. Dans le département de Fukushima, les 1 817 morts du 11 mars sont le fait du tsunami, et non de « Fukushima », c'est-à-dire de la catastrophe nucléaire. Le rappeler est nécessaire à la bonne mesure des faits, et ne fait pas injure aux conséquences, bien réelles, de l'accident de la centrale Fukushima Daiichi (F1). Nous traitons par ailleurs sa complexité et ses spécificités dans les articles de ce numéro.

Fig. 01
La catastrophe du 11 mars 2011.

Réalisation : Scoccimarro (2021).

de la gestion de la catastrophe du 11 mars si on imagine que le Japon a des préfectures avec à leur tête un préfet omnipotent répondant aux ordres du Premier ministre.

3. Source : ministère de l'Aménagement du territoire, des Transports et du Tourisme (Kokudo kōtsūshō 国土交通省, MLIT).

4. Le reste de la mortalité est le fait d'incendies pour 1 % et de cause non confirmée pour 2 %. Source : ministère de l'Intérieur (Naimushō 内務省).

Hormis la période de guerre, le Japon n'avait pas connu un tel niveau de mortalité et de destructions matérielles depuis le séisme de Tokyo en 1923. Les aléas naturels sont pourtant nombreux dans l'Archipel, mais leurs conséquences sont rarement dramatiques⁵, au regard de leur occurrence, de leur intensité et de leur diversité (typhons, glissements de terrain, séismes, inondations, tsunamis, volcanisme). La mégapole de Tokyo, 34 millions d'habitants, peut ainsi absorber plusieurs séismes annuels de magnitude 5 sans grande perturbation. En cela, la catastrophe du 11 mars 2011 est exceptionnelle. Même dans la région du Sanriku, coutumière de ces crises (voir la contribution de Nakamura Naofumi sur Kamaishi), dont certaines communes ont été littéralement décimées par le tsunami de 2011 et ont perdu 10 % de leur population, la quasi-totalité des ouvrages de protection anti-tsunami ont été détruits. Cela reste pourtant peu si on compare le 11 mars avec des événements similaires dans le reste de l'Asie : Chine, Philippines, Indonésie, où des aléas moins violents (hormis le tsunami du 23 décembre 2004) sont bien plus meurtriers et destructeurs. Le seul typhon Haiyan de 2013 causait la mort de 6 000 personnes aux Philippines et en Chine.

Les dix ans écoulés depuis la catastrophe du 11 mars offrent une échelle de temps suffisante pour que l'on puisse saisir les impacts profonds, ou non, de la catastrophe, dans toutes ses dimensions. En cela, ce numéro fait écho à celui de 2012, dirigé par Christine Lévy et Thierry Ribault⁶. Il répondait alors à l'urgence et à l'effort nécessaire d'offrir des résultats immédiatement livrables et mobilisables à chaud, pour savoir et surtout comprendre ce qui se passait au Japon. En 2021, alors que la reconstruction est en passe d'atteindre sa dernière phase dans la plupart des communes détruites et que le nucléaire civil redémarre progressivement, on peut mieux comprendre ce qu'est le « post-Fukushima ». On peut aussi mieux saisir ce qu'on pourrait oser nommer les « fuku-shimères » : l'usage de la catastrophe pour produire des œuvres artistiques ou des réflexions profondes et savantes sur le monde

5. Toute proportion gardée, évidemment, les aléas naturels causent au Japon entre 100 et 200 morts par an, et le séisme de Kobe (Hanshin-Awaji) en 1995 a causé 6 400 morts.

6. « Catastrophes du 11 mars 2011, désastre de Fukushima : fractures et émergences », *Ebisu. Études japonaises*, n° 47, printemps-été 2012 : <https://journals.openedition.org/ebisu/194>.

dont nous hériterions, au Japon et ailleurs, après l'accident de la centrale de Fukushima Daiichi. On pensera à certains textes de Kawakami Hiromi 川上弘美 ou de Tawada Yōko 多和田葉子⁷, mais surtout aux délires tels que la bande dessinée « Frankushima ». Libre à chacun de créer et de gérer son autopromotion, artistique ou scientifique. Le problème reste cependant que ces élucubrations sont souvent très loin des lieux et de leur réalité.

Ainsi, il n'y a pas d'habitants déambulant, hagards, ou en combinaison NBC⁸, dans les rues de Namie ou de Futaba (commune qui héberge F1).

Fig. 02

Partie de « pêche et baignade au strontium » devant la centrale Fukushima Daiichi, commune de Namie.

© Scoccimarro (2020).

Les abords de la centrale Fukushima Daiichi (comme bien d'autres) sont très accessibles (fig. 02), et la côte Est du département de Fukushima, le

7. Il faut cependant souligner que ces textes, au Japon, participent à une prise de conscience de la question nucléaire, comme le souligne le compte rendu de Cécile Sakai dans ce numéro.

8. Protection Nucléaire Biologique et Chimique.

Hamadōri, est une région grouillante d'activités et de vie (fig. 03). Cela n'en fait pas un territoire « normal » pour autant, loin de là (voir la contribution de Nicolas Baumert). Aussi, les éléments de ruptures d'avec le Japon d'avant 2011 sont autant dans l'empreinte de la radioactivité, que dans la mutation de l'emprise de l'industrie nucléaire sur ces territoires.

Fig. 03

Entrée de la centrale de F1, sur la Nationale n° 6, commune de Futaba.

© Scoccimarro (2020).

La lumière et les climatiseurs se sont vite rallumés à Tokyo, l'économie japonaise ne s'est pas effondrée et malgré un programme d'abandon à plus ou moins long terme, les centrales nucléaires japonaises redémarrent progressivement depuis 2015. La manne nucléaire reste irrésistible pour les territoires, toujours pauvres et déclinants, où sont installées les centrales. Ainsi, la majorité des communes qui hébergent des installations nucléaires continuent de voter, massivement, pour les candidats des partis pro-nucléaires, même dans les régions frappées par le tsunami du 11 mars (fig. 04). Rokkasho-mura est ainsi une des communes où le Parti libéral-démocrate (Jiyū minshutō 自由民主党, PLD) a réalisé un de ses plus hauts

scores en 2014, presque 80 %, avec celle de Genkai (Kyūshū), site de la centrale nucléaire du même nom.

Fig. 04
Élections de 2014 dans le Tōhoku : score de la coalition gouvernementale.

Réalisation : Soccimarro (2021).

L'impact des catastrophes du 11 mars sur la société japonaise réside ailleurs que dans des manifestations faussement attendues. Les taux de suicides dans les communes frappées par la catastrophe nucléaire ont ainsi chuté pour la plupart entre 2010 et 2020⁹. La compagnie Toshiba, qui a construit les réacteurs 3 et 5 de F1, ne doit pas son effondrement à « Fukushima », mais surtout aux déboires de sa filiale d'alors, Westinghouse, acquise en 2006. Lors des élections législatives de décembre 2012, le débat a été habilement centré sur la menace chinoise, et a permis le retour au pouvoir du PLD, un parti ouvertement pro-nucléaire. Plus encore, le Premier ministre issu des élections du 20 décembre 2012, Abe Shinzō 安倍晋三 (né en 1954), est le petit-fils de Kishi Nobusuke 岸信介 (1896-1987), qui a lancé le nucléaire civil au Japon, avec le jeune Nakasone Yasuhiro 中曽根康弘 (1918-2019), à la fin des années 1950 (voir les contributions de Tino Bruno et de Philippe Pelletier). Abe a battu tous les records de longévité gouvernementale (2012-2020), dont celui de son grand-oncle Satō Eisaku 佐藤栄作¹⁰ (1901-1975, Premier ministre de 1964 à 1972), au pouvoir lorsque F1 est mise en chantier puis en service, il y a tout juste 50 ans, en mars 1971. Décidément, la « post-modernité post-fukushimesque » est bien cachée.

Dans le même temps, les mouvements antinucléaires au Japon ont été laminés, les mouvements se réclamant de l'écologie politique sont étouffés entre le Parti communiste et le Parti démocrate, de centre-gauche, au pouvoir pendant la crise de 2011. L'ancien Parti social-démocrate (Shakai minshutō 社会民主党, PSD) a quasiment disparu et le béton coule de nouveau à flot sur l'Archipel. La reconstruction du Sanriku a pris la forme d'un saccage en règle du milieu¹¹ et subit un remodelage d'un niveau dont même Tanaka Kakuei 田中角栄 (1918-1993) n'aurait osé rêver¹². Les milliards de la reconstruction, quoi qu'il en coûte, se déversent sur les côtes, permettant

9. Voir notre cartographie en ligne <https://japgeo.hypotheses.org/210>.

10. À ne pas confondre avec son homonyme Satō Eisaku 佐藤栄佐久 (né en 1939) qui fut gouverneur (PLD) du département de Fukushima de 1988 à 2006.

11. Au sens berquien de *fūdo* 風土, l'environnement, pas forcément naturel, mais tel qu'hérité et vécu par les habitants d'un lieu.

12. Premier ministre de 1972 à 1974 et auteur de *Nihon rettō kaizo ron* 日本列島改造論 (Manifeste pour un remodelage de l'archipel japonais), Tanaka Kakuei proposait, par exemple, de combler une partie de la mer Intérieure pour en faire une vaste zone industrielle.

des travaux titanesques de digues géantes, d'arasement de montagnes et de rehaussement de vallées, défigurant irrémédiablement les paysages. Des milliards de yens qui reviennent, mécaniquement, dans l'escarcelle des constructeurs, plutôt que vers les populations sinistrées, relogées en lotissements monotones et loin des centres-villes. Les habitants héritent de nouvelles routes et de logements neufs, dont une partie reste vide, face à un horizon de murs anti-tsunami hauts de 14,7 m qui remplacent la plage et bloquent la vue sur la mer (voir la contribution de Miyake Satoshi). Ainsi, « Fukushima », comme le tsunami, ont surtout été des révélateurs de l'état et du fonctionnement de la société japonaise.

Dix ans, cela passe vite, et pourtant... le temps des sociétés humaines n'est manifestement pas celui de l'atome. La radioactivité a fortement baissé dans la région de Fukushima, de façon incontestable, montrant que, bon an mal an, la décontamination fonctionne. Mais il reste des points chauds qui peuvent se former spontanément, au gré du vent ou du ruissellement. On a pu ainsi mesurer des doses de 500 mSv/h (août 2020), lors d'un arrêt impromptu sur une route secondaire dans la commune d'Iitate, et même de 1 800 mSv/h à 48 km au nord-est de la centrale (en octobre 2017), sur une route de fond de vallée un jour de pluie¹³. Loin des habitations et parfois pour quelques secondes, certes, mais tout de même... et puis la décontamination n'est finalement qu'un grand déplacement : rien n'est transmuté. En bout de chaîne, le césium stocké est concentré, et reconcentré encore, dans des sites de stockage. Avec celui présent dans les forêts, la seule possibilité technique de traitement à l'heure actuelle est d'attendre sa disparition naturelle. Le césium-134 a une demi-vie plutôt courte, de 2 ans ; il sera inactif en 2031¹⁴. Pour le césium-137, d'une demi-vie de 30 ans, ce sera autour de l'année 2311. Pour les autres radionucléides, il faudra attendre, au moins, « les années vingt-quatre mille cents¹⁵ », si cela a un sens, pour le plutonium-239 et 3,7 millions d'années pour le plutonium-242, deux isotopes retrouvés, en quantités infimes, mais supérieures aux moyennes

13. Relevés personnels sur le compteur de qualité industrielle « Gamma-scout Alert ». À titre de comparaison, la radioactivité ambiante habituelle dépasse rarement 0,5 mSv/h et les compteur Gamma-scout déclenchent leur alerte de danger à 5 mSv/h.

14. Après dix demi-vies.

15. La demi-vie du plutonium-239 étant de 24 110 années.

attendues, jusqu'à 45 km à l'ouest de la centrale¹⁶. Vertige du nucléaire, qui nous donne le temps pour comprendre le post-Fukushima. Sans compter les milliards de litres d'eau radioactive déversés dans l'océan depuis 10 ans, ainsi que ceux issus du refroidissement des réacteurs qui seront probablement rejetés en mer.

Plus proche de nous, le démantèlement de Fukushima Daiichi sera très long, les prévisions les plus optimistes tablant sur la fin du ^{xxi}^e siècle. Or, depuis 2011, tous les plannings prévisionnels ont été dépassés. Le chantier de F1 avale sa fournée de 4 000 ouvriers par jour, qu'il faut régulièrement renouveler lorsqu'ils atteignent leur dose limite d'exposition à la radioactivité. Dans un pays où la main-d'œuvre ouvrière fait crûment défaut, c'est un défi de plus. D'autant qu'il n'y a pas que les quatre réacteurs détruits à traiter, mais aussi les deux autres réacteurs, 5 et 6, intacts, de F1, plus les quatre de Fukushima n° 2 et certainement aussi les trois d'Onagawa.

Les populations évacuées le 11 mars ont reçu l'injonction de revenir habiter sur place, faute de mieux, lorsqu'elles ne pouvaient résister à la pression financière. Ce sont les plus pauvres, ceux qui n'ont pas pu refaire leur vie pendant ces dix ans qui reviennent. Les plus âgés aussi. Quelle que soit la léthalité des faibles doses, ces populations doivent vivre avec la radioactivité et maintenir une vigilance permanente, prix de leur résilience. Le comportement des populations est ainsi aussi important, sinon plus, que la valeur brute des relevés d'exposition. Aller se promener et cueillir en forêt, utiliser l'eau des rivières, et plus globalement interagir avec l'œcoumène, retisser les liens traditionnels avec le milieu... autant d'attitudes qu'il faut reconsidérer sur le long terme pour vivre avec l'atome. Finalement, ce sont plus les comportements individuels et collectifs qui sont la variable d'ajustement de l'exposition. Il est indispensable de les comprendre, comme de comprendre le fonctionnement des sociétés locales qui doivent vivre avec la catastrophe.

16. Source : « Analyse de traces de plutonium dans les rivières côtières de la région de Fukushima », *Communiqué de presse du CNRS*, (<http://www2.cnrs.fr/presse/communiqué/>), 7 août 2014, document PDF, 2 p. On retrouve également du strontium-90 et du tritium dans les eaux de refroidissement de la centrale.

Fig. 05

Évolution de la mortalité post-catastrophe dans les trois départements frappés le 11 mars 2011.

Réalisation : Scoccimarro (2021).
Source : ministère de l'Intérieur.

« Fukushima » n'a pourtant, à ce jour, causé aucune mort par irradiation au sein des habitants de la région¹⁷. Et comme pour Tchernobyl, il sera très difficile de prouver le niveau de mortalité strictement liée à l'émission de radionucléides. Mais peut-on se contenter de ce facteur pour jauger de l'impact de la catastrophe nucléaire sur les populations? L'intérêt de traiter la catastrophe du 11 mars comme un tout est qu'elle permet des comparaisons éclairantes. La mortalité post-catastrophe est ainsi d'un niveau incomparable (fig. 05) dans le département de Fukushima, par rapport à ceux d'Iwate et de Miyagi, frappés par les seuls séisme et tsunami. Ce ne sont pas les radiations qui tuent aujourd'hui à Fukushima, mais les conséquences psychosociales, économiques, physiologiques des contraintes imposées par

17. Sur cette question de la mortalité, la rubrique « Checknews » du journal *Libération* du 20 avril 2019 fait un point plutôt bien détaillé : https://www.liberation.fr/checknews/2019/04/20/est-il-vrai-que-l-accident-nucleaire-de-fukushima-n-a-cause-aucun-mort_1720075/ (dernière consultation en septembre 2021).

l'évacuation et ses modalités (voir les contributions de Takezawa Shōichirō et de Rina Kojima sur ces questions). Ainsi, le rôle des sciences humaines est de traiter cet aspect et de discerner les problématiques qui émergent de cet événement. Est-ce qu'un accident nucléaire, par ses spécificités intrinsèques, conduit inévitablement à un traitement délétère des populations? Ou bien est-ce la gestion de la catastrophe, telle qu'elle a été improvisée en mars 2011, et les années suivantes, qui explique ce différentiel de mortalité? Les contributions consacrées à ce volet éclaireront, nous l'espérons, certains aspects de ce qui a fabriqué le nucléaire au Japon, donc « Fukushima », et plus globalement « la catastrophe du 11 mars ».

Il est rare qu'un événement continue de susciter un large intérêt dix ans après sa survenue. C'est à cela que l'on peut mesurer le choc qu'a provoqué la triple catastrophe du Japon de l'Est le 11 mars 2011 : articles et livres publiés, œuvres d'art et films ont rendu compte des effets de cette catastrophe sur la région, la société japonaise, voire le monde (voir le compte rendu d'Adrienne Sala ainsi que la liste des ouvrages rassemblés par la bibliothèque de l'IAO de Lyon et présentée dans ce numéro).

Beaucoup a été écrit au cours de ces dix ans, mais il serait erroné d'avoir une lecture linéaire des travaux menés : d'une part, parce que les effets de cette catastrophe se sont manifestés immédiatement, tels que la destruction des habitations, l'impossibilité de reprendre le travail et, à plus long terme pour d'autres effets sur la santé, les choix de reconstruction des lieux de vie; d'autre part, parce que les chercheurs – sociologues, géographes, urbanistes, philosophes notamment – ont ressenti comme impératif de penser l'événement et d'en approfondir la compréhension. Ils ont donc suivi de près ce qui se passait sur le terrain et ont été conduits à mobiliser des outils variés pour répondre aux transformations observées. Par exemple, le sociologue Kanebishi Kiyoshi, voulant donner sa place au travail de deuil a tenté d'élaborer une sorte de « science du désastre » dans laquelle il met en avant la culture locale où s'est produite la catastrophe pour comprendre les comportements des populations touchées (voir la contribution d'Anne Gonon). Ces initiatives, ces tâtonnements traduisent une grande réceptivité de la recherche en même temps que la difficulté à rendre compte de la réalité de ce qui se passe dans les régions dévastées.

Dans les premiers temps, le rôle des médias, les formes d'intervention humanitaire, le processus de décision du gouvernement et de Tepco ont été largement traités avant que l'intérêt de bon nombre de chercheurs se

concentre sur la question dite des « réfugiés », comme le volume d'*Ebisu* daté de 2012 le montre. Cette approche reste encore centrale dans les travaux actuels, notamment autour des problèmes d'indemnisations et de procès, en parallèle avec l'intérêt pour la reconstruction des lieux détruits et les plans de réaménagement du territoire dévasté. Toutefois, la critique de la modernité dont l'accident nucléaire semblait l'expression, la mise en cause de l'hybris des Modernes, qui avait nourri les travaux de féministes et de philosophes en 2012-2013, ont peu à peu été abandonnées au profit d'une réflexion sur les possibilités et les limites de la reconstruction matérielle et celle des êtres humains, comme si la recherche avait été happée par les efforts de reconstruction et les discours de positivisation. La mise en cause radicale du type de développement a été laissée en jachère, exception faite du travail de critique sociale mené par Thierry Ribault avec les outils de l'École de Francfort (voir le compte rendu de lecture d'Anne Gonon).

Les articles dans le présent numéro ne couvrent malheureusement pas toute la richesse de la production académique sur la triple catastrophe, même si l'on voit que certains thèmes restent encore peu traités en français, tels que le devenir des pêcheurs ou des fermiers ou la redistribution des terres. Des choix éditoriaux ont été faits. Nous avons privilégié les contributions d'auteur-e-s qui ont mis les « mains dans le cambouis » du 11 mars. Peut-on véritablement dissenter, comprendre et réfléchir sur cet événement sans être capable d'accéder aux sources primaires, aux voix des survivants et aux analyses des acteurs de la catastrophe, si l'on n'a pas arpenté le terrain ou si l'on ne connaît la société japonaise, et la région du Tōhoku, que par les écrits de seconde ou troisième main ?

Nous avons laissé de côté les travaux explicatifs de la survenue du tremblement de terre et les considérations techniques liées à l'accident nucléaire, les chercheurs en sciences sociales et humaines ayant tous tenté de les intégrer dans leur réflexion. Un premier parti pris a été de considérer comme impossible de séparer complètement le tremblement de terre du tsunami et de ses conséquences sur l'accident nucléaire. Les travaux qui composent ce numéro abordent les catastrophes sous l'angle de la reconstruction matérielle des lieux et de l'aménagement du territoire (voir la contribution de Miyake Satoshi) et des retours d'expériences faits par les Forces d'auto-défense (François Duhomez), et par les autorités en charge des questions de transports (voir la contribution de Léo Martial *et al.*).

Mais c'est la dimension humaine qui a suscité le plus grand intérêt auprès des chercheurs tant la catastrophe a brisé des vies, fait éclater des familles, de façon brutale mais aussi insidieuse. C'est ce que nous font comprendre plusieurs articles qui exposent la situation actuelle des réfugiés du nucléaire en lutte pour leur survie dans les régions dévastées ou en exil. Alors que le gouvernement tente de considérer que la situation est en train de redevenir « normale », plusieurs articles nous font entendre des voix différentes – voix de gens ordinaires (voir la contribution de Marie Augendre et Chiharu Chūjō), voix dans les procès (voir la contribution de Paul Jobin), voix dans les mouvements anti nucléaires (voir la contribution de Philippe Pelletier), où il est question de peurs, de souffrances et de révoltes. C'est aussi l'occasion de rappeler que le choix de l'énergie nucléaire a une longue histoire et que son acceptation parmi la population a été rendue possible par le rôle des médias, relais des voix du « village nucléaire » (voir la contribution de Tino Bruno).

Ces travaux qui abordent sous des angles différents cette catastrophe ouvrent quelques pistes pour comprendre que la priorité a été donnée à la reconstruction économique et matérielle, au détriment d'une véritable attention aux populations traumatisées. Les divers comportements de la population et notamment les formes d'auto-organisation face au traitement de la question nucléaire de la catastrophe soulèvent la question de la possibilité de résister et de revenir à la vie ordinaire ou tout au moins de surmonter la vulnérabilité qu'a produite cette catastrophe. Il nous faudrait étudier les effets de celle-ci sur les formes de vie capitalistes et le recours aux technologies pour la surmonter, que ce soient les technologies pour construire des murs de protection contre les tsunamis, ou pour organiser la « résilience » de la population. Ces sont des pistes encore à explorer pour la recherche en langue française, qui nous permettraient également de penser la place de la sécurité dans les sociétés contemporaines confrontées à des catastrophes environnementales mais aussi sanitaires.

Anne GONON

Professeure à l'université Dōshisha.

Rémi SCOCCIMARRO

Maître de conférences à l'université Toulouse Jean-Jaurès.